

Libertés académiques : « le monde universitaire américain a plutôt bien résisté » (Romain Huret, EHESS)

News Tank Éducation & Recherche -
Paris - Actualité n°421863 - Publié le 03/12/2025 à 15:59

Imprimé par - abonné # - le 05/12/2025 à 10:15



© IC / News Tank

« Il y a une attaque violente contre le monde universitaire américain, qui a plutôt bien résisté. Les universités y sont moins liées à l'État qu'en France. C'est une dynamique propre aux États-Unis, les universités sont autonomes politiquement et juridiquement. Mais cela a révélé la forte dépendance des universités américaines vis-à-vis des financements fédéraux », déclare [Romain Huret](#), président de l'EHESS (École des hautes études en sciences sociales), le 01/12/2025.

L'historien spécialiste des États-Unis s'exprime lors d'une conférence sur « Les mobilités académiques face aux fractures du monde », organisée par la Fondation des États-Unis et la Cité internationale universitaire de Paris. Il évoque la situation de l'ESR (Enseignement supérieur et recherche) outre-Atlantique, après le retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis en janvier 2025, marquée par les attaques contre des programmes de recherche et les coupes budgétaires.

En France, « les universités dépendent de 95 à 98 % de l'État français pour les financements. Les universités réalisent, que, ce qui les a longtemps protégées pourrait les affaiblir si demain un gouvernement comme Trump arrive au pouvoir. Pour les universités françaises, les conséquences d'un État qui ne les soutiendrait pas seraient extrêmement violentes ».

Concernant le programme « Choose France for Science » destiné aux chercheurs basés aux États-Unis, « le ministre de l'enseignement supérieur ([Philippe Baptiste](#)) a annoncé que 33 chercheurs américains étaient accueillis en France, mais je ne suis pas sûr qu'ils restent », indique Romain Huret.

« Je crains qu'ils soient un peu déçus par les conditions de travail en France, qui n'ont rien à voir avec ce qui se fait dans les universités de la Ivy League. L'enjeu n'est pas de les accueillir, mais de les faire rester. »

« Les universités sont en train de perdre le monopole de la production des savoirs »

« Nous vivons une période très compliquée, car les universités sont en train de perdre le monopole de la production des savoirs. Elles ne l'ont jamais eu entièrement, mais là, les entreprises aussi produisent des savoirs », déclare Romain Huret.

« Les conservateurs aux États-Unis l'ont bien compris, Trump va peut-être accélérer ce mouvement. Il y a aussi une translation de la recherche qui va ailleurs. Pour les jeunes docteurs aujourd'hui, aller à l'université n'est peut-être pas le lieu le plus attractif qui soit, les entreprises aussi recrutent et proposent de bonnes conditions de travail. »

La chaîne scientifique mondiale « cassée » par les coupes budgétaires

Pour le président de l'EHESS, la politique de Donald Trump a moins touché les universités que les programmes de recherche. « Il y a eu des décisions graves d'interdire certains financements de la National Science Foundation avec une liste de 200 mots bannis publiée en février. »

« Les sciences dures ont payé très cher les conséquences de cette liste, notamment les recherches sur la santé des femmes. Des chercheurs ont montré que les décisions de Trump vont coûter des vies, et des vies de femmes notamment. »

« La deuxième chose qui est dramatique : les données scientifiques aux États-Unis en 2025 vont être moins bonnes qu'en 2024, avec une production scientifique plus faible. Cela va avec des conséquences très concrètes sur les laboratoires en océanographie, par exemple en France, car les États-Unis leur fournissent un tas de données sur les océans, par exemple. »

« Trump a cassé la chaîne scientifique. Il faut que l'Europe prenne conscience de ce qui s'est passé, Trump a provoqué une régression scientifique mondiale sur des sujets importants, comme le climat ou la médecine. »

Une « Europe de la recherche » promue

« Les universités sont le principal lieu de production de savoir au monde. Il y a des déplacements en cours, certains chercheurs vont en France, d'autres ailleurs », ajoute Romain Huret.

« Il ne faut pas oublier ce qui se passe ailleurs qu'aux États-Unis, en Hongrie notamment. Il y a aussi un enjeu à attirer les chercheurs de ces pays. J'aurais aimé qu'on fasse une Europe de la recherche, comme on l'a fait pour le militaire. J'ai milité pour cela avec d'autres présidents d'universités, mais j'ai échoué. »

« Nous avons perdu notre capacité à convaincre nos élites à investir dans la science. La France est très en retard par rapport à d'autres pays européens sur les investissements dans la recherche. Je ne veux pas opposer l'Europe de la défense à l'Europe de la science, mais on peut envisager des investissements massifs dans la science qui peuvent intéresser aussi les entreprises. »

Le cas des libertés académiques en Chine

Quid des libertés académiques pour les scientifiques en Chine ? Pour Claudia Astarita, enseignante-chercheuse à Sciences Po Paris, « ce qui arrive aujourd'hui est nouveau. Jamais les chercheurs n'ont eu la possibilité de s'exprimer avant ».

« Nous avons une vision très biaisée de ce qu'est la liberté de la recherche en Chine. Dans certains domaines, les Chinois ne concluent pas de partenariats. Mais quand on essaie d'avoir des échanges avec des chercheurs chinois, c'est un autre monde, même si on ne peut pas l'afficher. La façade ne correspond pas à la réalité », déclare celle qui est aussi chercheuse au sein de l'Institut d'Asie orientale (une UMR (Unité mixte de recherche) rattachée à l'ENS (École normale supérieure) de Lyon, au CNRS (Centre national de la recherche scientifique) et à Sciences Po Lyon),

Faisant référence à la situation de l'ESR américain après les attaques du président étasunien Donald Trump, elle indique que « l'objectif numéro un de la Chine est de faire rentrer les chercheurs chinois, les doctorants, les post-doctorants ».

Des partenariats avec les établissements chinois scrutés en France

« Il y a 10 à 15 ans, voyager en Chine pour faire du terrain n'avait rien de suspect. Maintenant, tous les chercheurs qui travaillent sur la Chine se sentent ciblés, on leur demande qui finance leurs voyages et quelles sont leurs universités partenaires ? C'est compliqué. »

« La Chine cherche à aller vers des domaines où elle manque de compétences. La France est un pays repère pour tout ce qui est lié à l'assistance sociale dans les politiques publiques. Il y a beaucoup de demandes en Chine pour voir comment la France répond à certaines demandes. »

« Il n'y a aucune autonomie des centres de recherche chinois pour conclure des partenariats académiques, tout est réglé par le parti en amont. Il y a beaucoup de craintes à partager les informations avec la Chine. Mais, de mon point de vue, on ne peut pas couper complètement les collaborations, sous prétexte qu'il y a un risque. »

Romain Huret s'oppose également au boycott de certains pays pour des raisons (géo) politiques. « Quelles que soient les raisons et les motivations, il ne faut pas boycotter les universités. On nous a encouragés à le faire avec la Russie, mais nous devons continuer de parler à ces chercheurs. On doit penser l'université comme un lieu de diplomatie autonome, un lieu où on continue à échanger, même si c'est difficile ! »



Romain Huret

Président @ EHESS (École des hautes études en sciences sociales)

Parcours

Depuis novembre 2022	EHESS (École des hautes études en sciences sociales) Président
Depuis 2014	EHESS (École des hautes études en sciences sociales) Directeur d'études
2017 - 2021	EHESS (École des hautes études en sciences sociales) Vice-président recherche
2006 - 2014	Université Lumière - Lyon 2 Maître de conférences

Établissement & diplôme

N.c. - 2003	EHESS (École des hautes études en sciences sociales) Doctorat
-------------	--

Fiche n° 47913, créée le 28/11/2022 à 07:37 - Màj le 03/12/2025 à 12:32